

Le 01/12/2014

**Compte rendu du CTL du 20.11.2014**

**UN FILM D'HORAIRE.**

**Petite chronique d'une mort annoncée.**

Un coup d'I.P. dans l'eau.

Année 2015: postes supprimés 14 cadres C, 4 cadres B, 4 cadres A et création d'un poste d'inspecteur principal.

Année 2014: flash-back. Les experts de Solidaires finances publiques, à l'esprit aiguisé, avaient mis au clair un joli coup de j'arnaque, digne d'ex de la crime. Deux postes d'I.P. auparavant suspendus, les I.P. De Damoclès, avaient été par la suite passés au fil de l'épée.

Alors cette année, pourquoi la direction change-t-elle de cap et d'I.P. en recréant un poste tout en sabrant dans les effectifs de cadre C. Qu'elle prenne garde, ce n'est pas en se transformant en cimenterie pour les agents, en jouant la dégelée royale du Prince Ipal, qu'elle réchauffera le climat social. A contrario, qu'elle mesure les conséquences de sa politique de toujours pousser l'IP au terme.

IP so facto, à la DGFIP, c'est comme dans le IP-hop, on marche sur la tête.

**Horaires d'ouverture au public.**

Après la lecture d'une liminaire par chaque O.S., nous faisons remarquer que le même M. Parent qui, naguère était pour l'ouverture totale, aujourd'hui, revient sur sa décision et encourage une fermeture hebdomadaire. Le président reconnaît que pour maintenir un accueil de qualité 10 à 15,000 emplois seraient à créer. En cette période de restrictions tout azimut, il est plus facile de modifier le comportement des usagers. Il faut les désintoxiquer des relations humaines, l'informatisation des services permettant des rapports virtuels.

Pour nous, la Charte Marianne devient caduque. «Nous nous engageons à optimiser nos conditions d'accès en fonction de vos besoins» doit être maintenant compris en «Nous nous engageons à minimiser vos besoins en fonction de nos conditions d'accès.»...avant la fermeture définitive des services.

Certains sites ont vu leurs propositions acceptées par la Direction, car conformes à ses consignes: trésoreries d'AUDUN/PIENNE, BACCARAT/BADONVILLER, BAYON/BLAINVILLE, COLOMBEY LES BELLES, ESSEY LES NANCY, HAROUVEZELISE, JARNISY, LONGUYON, MAXEVILLE, NOMENY, PONT A MOUSSON, THIAUCOURT, idem pour les services situés sur les sites de LONGWY, de TOUL et l'Hôtel des Finances de la rue des Ponts à NANCY.

Pour les autres sites qui ont choisi de ne pas changer leurs horaires, le statu quo est de mise mais provisoirement. Un état des lieux sera fait en fin de l'an de grâce 2015, Certains services sont dépendants de leurs logeurs et ordonnateurs (CPN, Paierie départementale) et tout changement serait incohérent.

Par contre, pour VANDOEUVRE, la direction décide que le SIE doit se caler sur les autres services.

Copie à revoir, car non conforme aux desiderata de la hiérarchie pour PONT A MOUSSON pour qui elle lui reproche un manque de visibilité et pour la Cité administrative de NANCY, un manque d'harmonisation. Pour la Cité, le SIP NORD EST doit donner le tempo.

Derrière ces belles paroles, nous avons questionné la direction sur le mode de consultation des agents. La réponse officielle est qu'elle ne sait pas.

Nos visites dans les services nous a permis de constater une grande disparité dans les différents modes employés.

A certains endroits, l'ensemble des agents ont donné leurs souhaits.

Dans d'autres, seuls les chefs de service se sont consultés «tout seul».

Autre version rencontrée, seules les personnes concernées directement (caissiers, agents d'accueil) ont donné leur avis.

Et pour finir, pour quelques-uns, le mystère reste total.

Le changement d'horaires pour le service postal de la Cité a été entériné.

### **QUESTIONS DIVERSES.**

Problème des ZUS: aux interrogations des agents, Mme ROMAIN nous assure qu'elle les a transmises à la DG. L'Administration attend le feu vert ministériel pour le versement des salaires impayés. La position de Solidaires finances publiques est d'exiger le paiement intégral de ces sommes soustraites à tort à nos collègues. Nous rappelons qu'il s'agit d'une loi et récusons l'alibi de la prescription qui n'a pas lieu d'être.

Centre d'appels téléphoniques: pour le Président, on ne peut pas ne pas avancer sur le sujet mais aucune précision n'est portée à notre connaissance.

Application Pégase: M. GANZENMULLER nous confirme ce que nos collègues utilisateurs font remonter. Cette application collaborative n'est plus alimentée et la DDFIP 54 n'en a pas la maîtrise. Non seulement Pégase n'a plus d'ails mais en plus, on lui casse les pattes.

PRS: à la demande de la DDFIP, le PRS devient expérimentateur pour la prise en charge et le suivi des créances DIRCOFi, pour l'instant professionnelles, et ceci sans emplois supplémentaires. Ne nous inquiétons pas, M. GANZENMULLER appliquant la stratégie de déshabiller Paul pour habiller Pierre, nous rassure, enfin presque... en affirmant: «on arrêtera certaines choses pour faire cela.»

Plan triennal: une fois de plus, nous en demandons la diffusion . Mais cela reste secret défense. Le Président consent juste à confesser que sa copie a été classée **A REVOIR** par manque d'ambition. Pourtant, il persiste à supprimer LONGUYON, NOMENY et EINVILLE.

Prime de caisse: le groupe de travail se tenant le jour même, le Président était en attente d'information. Nous avons demandé à ce qu'elle soit versée cette année. Il n'en est plus question, le ministère a tranché, ce sera janvier 2015,

Intempéries: Solidaires finances Publiques demande qu'en cas de conditions hivernales, les agents éloignés de leur poste de travail bénéficient d'aménagements. Le Président rappelle qu'en ce domaine le bon sens doit prévaloir... M. SAUVAGE précise que les situations seront prises au cas par cas et que la DDFIP se cale sur le plan alerte de la Préfecture.

Travaux: ceux de la Trésorerie de NEUVES-MAISONS sont en cours...toujours. Pour la Cité, le changement ce n'est pas maintenant mais pour 2016, année de tous les dangers.

**Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas. C'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles.**

**SENEQUE**